



Recherche au service de la démocratie et la cohésion sociale (RESDECS)

Conférence régionale 16 - 17 février 2026

## Repenser la démocratie en Afrique de l'Ouest et au Sahel : vers une gouvernance endogène, inclusive et durable

### 9e Symposium annuel du Gorée Institute -Jeunesse et gouvernance inclusive : catalyser la résilience démocratique en Afrique de l'Ouest et au Sahel

24 - 26 mars 2026



### African Peace Agora (APA 4) Droits des femmes et démocratie en Afrique : investir dans l'égalité pour renforcer la stabilité

...La démocratie africaine demeure ainsi confrontée à un paradoxe entre la reconnaissance juridique des droits des femmes et leur faible présence effective dans les espaces de décision...

### Signature d'un protocole d'accord entre le Gorée Institute et le BMZ : un partenariat stratégique renforcé

Le 31 mars 2026, le Gorée Institute et le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) ont officialisé la signature d'un Protocole d'Accord (Memorandum of Understanding).



### Retraite annuelle 2026 : cohésion, relance institutionnelle et nouvelles perspectives stratégiques



# Retraite annuelle 2026 : cohésion, relance institutionnelle et nouvelles perspectives stratégiques



Durant deux jours, la station balnéaire Saly a été un **laboratoire d'idées et de cohésion pour le Gorée Institute**. Les 10 et 11 février 2026, l'ensemble du staff de l'Institut, aux côtés de personnes ressources, s'y est réuni pour la retraite annuelle de l'Organisation, un rendez-vous stratégique placé sous le signe de la « **Transition 2026, cohésion et relance institutionnelle** ». À la croisée du bilan et de la projection, cette rencontre a permis à l'Institut de revisiter les acquis, de

confronter les expériences et d'esquisser les priorités des années à venir. Outre les sessions de travail, la dynamique collective a été privilégiée. En effet, dans une atmosphère à la fois studieuse et conviviale, le staff et les consultants ont pris part à des activités de cohésion destinées à renforcer les liens professionnels et à consolider un esprit d'équipe fondé sur la confiance, la collaboration et la responsabilité partagée.



## 2021–2025 : une trajectoire de consolidation et d'impact

Les travaux effectués et échanges lors de cette retraite ont permis de revenir sur les acquis du **cycle stratégique 2021-2025**, marqué par une dynamique soutenue de consolidation institutionnelle et d'expansion des interventions du Gorée Institute un peu partout en Afrique. Ce fut le moment de rappeler qu'**en cinq ans, l'Institut a formé 2 408 bénéficiaires, organisé 45 sessions de renforcement de capacités, mené des activités dans 23 pays, produit 28 études et policy briefs et facilité 26 dialogues multi-acteurs**. Force est de noter qu'au-delà des chiffres, ce bilan traduit une montée en puissance progressive de **l'expertise de l'Organisation dans des domaines d'intervention prioritaires tels que le leadership des jeunes et des femmes, la prévention des conflits et la médiation**. Ce cycle a également été marqué par le renforcement de partenariats stratégiques et par le développement d'outils pédagogiques et numériques innovants, consolidant ainsi la capacité d'action de l'Institut à l'échelle régionale et internationale. Dans cette continuité, la retraite a surtout permis de partager **les grandes orientations du nouveau plan stratégique 2026-2030**. En effet, structuré autour de six axes, à savoir **le leadership des femmes, les droits humains et l'espace civique, le climat et la résilience, la jeunesse et la citoyenneté, l'innovation**

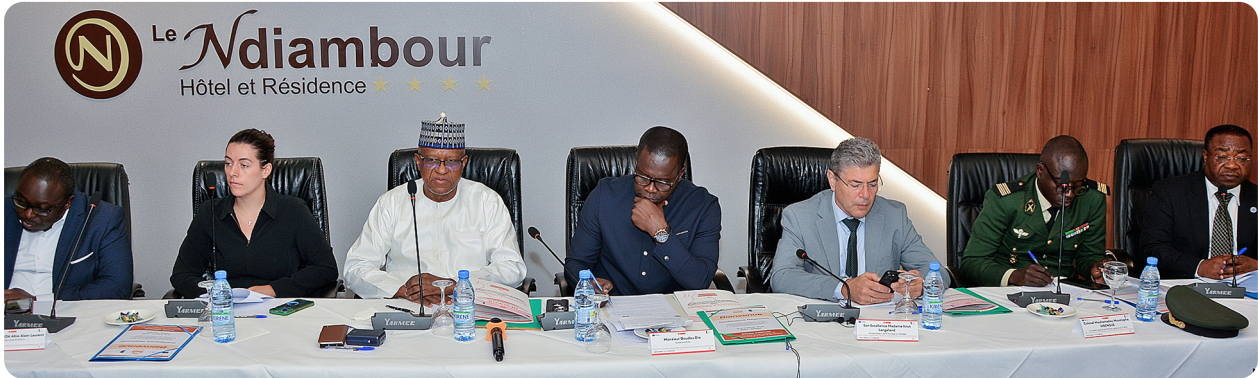
**électorale et la recherche**, ce nouveau cadre traduit l'ambition claire de renforcer l'impact du Gorée Institute et d'inscrire son action dans une dynamique d'innovation et de transformation.

## Mieux coordonner, innover et renforcer l'impact des actions de l'Institut

Au fil des discussions, il a été constaté de manière transversale la nécessité de renforcer davantage la communication institutionnelle et de fluidifier les synergies internes entre les départements de l'Institut. La recherche, la formation, la communication et la mise en œuvre opérationnelle ont ainsi été en première ligne des réflexions, avec un objectif partagé de mieux articuler les actions pour en amplifier la **cohérence et l'impact**. Ainsi, plusieurs priorités ont émergé pour la prochaine phase, notamment le renforcement de la **visibilité des actions, l'amélioration de la coordination interne, la consolidation des partenariats stratégiques et l'accélération de la transformation des orientations en résultats concrets**. Dans cette dynamique, la retraite 2026 ouvre une nouvelle phase importante, reflétant une institution en mouvement qui s'appuie sur ses acquis tout en regardant clairement vers l'avenir avec une vision partagée et une volonté constante de s'adapter pour contribuer à **des sociétés africaines plus inclusives, plus résilientes et plus démocratiques**.

Recherche au Service de la démocratie et de la cohésion sociale  
Conférence régionale 16 et 17 février 2026

## Repenser la démocratie en Afrique de l'Ouest et au Sahel : vers une gouvernance endogène, inclusive et durable



Dans un contexte régional marqué par des transitions politiques complexes, des défis sécuritaires persistants et une fragilisation progressive des institutions démocratiques, le Goree Institute, à travers le projet Recherche au Service de la Démocratie et de la Cohésion Sociale (RESDECS), a tenu les 16 et 17 février 2026 à Dakar, une Conférence régionale de haut niveau consacrée à l'avenir de la démocratie en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Axée sur le thème « **Repenser la démocratie en Afrique de l'Ouest et au Sahel : vers une gouvernance endogène, inclusive et durable** », cette rencontre a réuni chercheurs, décideurs publics, acteurs de la société civile,

représentants d'institutions régionales et partenaires techniques et financiers. L'objectif était d'**interroger les limites des modèles démocratiques actuels** et d'**explorer les conditions d'une gouvernance plus adaptée aux réalités sociopolitiques de la région.**

### Une démocratie sous tension et en quête de légitimité

Les échanges de la Conférence de Dakar ont d'abord souligné une **crise multidimensionnelle de la démocratie** dans la région, marquée par une érosion de la **confiance citoyenne**, une **fragilisation des**

**institutions et une montée des contestations politiques.** Les différentes contributions ont laissé entendre une forme de **fatigue démocratique**, traduisant le sentiment d'un décalage grandissant entre les promesses des systèmes représentatifs et les réalités vécues par les populations en matière de sécurité, de justice sociale et d'opportunités économiques. Sans remettre en cause la démocratie comme principe, cette situation révèle plutôt une demande de renouvellement de ses fondements et de ses pratiques. Dans le même temps, la Conférence a fait ressortir une **crise de légitimité de l'État**, de plus en plus confronté à des difficultés à incarner une autorité protectrice et équitable. Cette fragilité ouvre la voie à la **coexistence de légitimités multiples, communautaires, religieuses, traditionnelles ou militaires, traduisant une polycentralité du pouvoir.** Les inégalités territoriales et sociales, particulièrement dans les zones frontalières et périphériques, ont également été soulignées comme des facteurs aggravants, alimentés par la faible présence de l'État et l'accès limité aux services de base.

### **Mutations profondes et recomposition de l'espace politique**

Au-delà du diagnostic, les discussions de la rencontre de Dakar ont insisté sur **des transformations profondes qui redessinent l'espace politique et civique.** Les enjeux sécuritaires apparaissent désormais comme **intrinsèquement transfrontaliers**, appelant un **renforcement de la coopération régionale et une meilleure intégration des politiques**

**publiques.** Les frontières sont ainsi de plus en plus perçues comme des espaces de vie et de développement plutôt que de simples lignes de contrôle. Pour ce qui est de la **révolution numérique**, elle constitue un autre important facteur de transformation qui élargit les possibilités de participation citoyenne tout en favorisant la circulation de la désinformation et la polarisation des opinions. Une évolution qui rend indispensable le **renforcement de l'éducation numérique et de l'esprit critique**, en particulier chez les jeunes. La cohésion sociale a enfin été identifiée comme un élément capital de stabilité qui repose moins sur l'absence de conflits que sur la capacité des sociétés à les gérer de manière pacifique, à maintenir le dialogue et à préserver la confiance entre les communautés.

### **Vers une refondation démocratique endogène et inclusive**

Face à ces défis, les acteurs de la Conférence de Dakar ont appelé à une refondation démocratique endogène, inclusive et durable. D'autant que la crise actuelle s'est présentée non seulement comme un facteur de fragilisation, mais aussi comme une opportunité de transformation du contrat social et des institutions. Cette refondation suppose notamment un **enracinement des pratiques démocratiques dans les contextes socioculturels locaux.** Cela, par **la valorisation des mécanismes traditionnels de dialogue et de médiation, une inclusion réelle des femmes et des jeunes**, considérée

comme une condition structurelle de la démocratie et non comme un simple objectif sectoriel, ainsi qu'une réinvention du lien entre savoir et décision publique, en faisant de la recherche un moyen stratégique de gouvernance et d'anticipation des crises.

## Des recommandations pour une gouvernance renouvelée

Les travaux de cette activité de clôture du projet REDECS ont débouché sur plusieurs recommandations importantes :

### À l'endroit des États et autorités de transition :

- Renforcer l'inclusion et la participation citoyenne
- Consolider la transparence et la redevabilité
- Intégrer systématiquement les femmes et les jeunes dans la prise de décision
- Articuler sécurité et respect des libertés fondamentales
- Investir davantage dans les territoires marginalisés

### Pour la société civile :

- Promouvoir la participation citoyenne et le dialogue intercommunautaire
- Renforcer l'éducation civique et numérique

### Pour les chercheurs et institutions académiques :

- Produire des analyses contextualisées et indépendantes
- Servir de passerelles entre citoyens et décideurs
- Contribuer aux réformes structurelles par la recherche appliquée

### Pour les partenaires techniques et financiers :

- Soutenir les dynamiques régionales de dialogue et de recherche
- Accompagner les réformes dans une perspective de long terme

Au final, la Conférence régionale RESDECS a confirmé que les défis démocratiques en Afrique de l'Ouest et au Sahel relèvent moins de crises conjoncturelles que d'une recomposition profonde des relations entre l'État, les citoyens et les territoires. Loin de se limiter à un constat de fragilité, les échanges ont fait émerger une conviction partagée selon laquelle la démocratie en Afrique de l'Ouest et au Sahel ne s'épuise pas, mais est en mutation. L'enjeu est désormais de l'enraciner dans des dynamiques endogènes, inclusives et résilientes, capables de répondre aux aspirations des populations et aux défis actuelles.

# 9e Symposium annuel du Gorée Institute

## Jeunesse et gouvernance inclusive : catalyser la résilience démocratique en Afrique de l'Ouest et au Sahel (24 au 26 mars 2026)



Si la Conférence régionale s'est tenue à Dakar, la 9e édition du Symposium annuel a, elle, pris ses quartiers sur l'Île de Gorée. C'est dans ce cadre historique que chercheurs, décideurs politiques, organisations de jeunesse, acteurs de la société civile et partenaires techniques se sont réunis autour du thème « **Jeunesse et gouvernance inclusive : catalyser la résilience démocratique en Afrique de l'Ouest et au Sahel** ». Dr Cheikh Tidiane Gadio, ancien ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'étranger a prononcé le discours inaugural consacré au rôle de la jeunesse dans le renforcement de la gouvernance démocratique dans les contextes fragiles du Sahel. Au fil des échanges, les différents acteurs du Symposium ont confronté leurs analyses et leurs expériences autour de l'important enjeu de penser la place de la jeunesse dans la consolidation de la démocratie et de la stabilité régionale. Pendant trois jours, la rencontre s'est affirmée comme un creuset d'échanges et d'innovation, offrant un espace de dialogue approfondi sur les dynamiques en cours et les perspectives d'avenir.

### Jeunesse et action citoyenne : le virage stratégique du Symposium

Une évolution majeure dans l'approche caractérise cette 9e édition du Symposium annuel. Longtemps centré sur des échanges essentiellement académiques, ce rendez-vous s'inscrit désormais dans une dynamique résolument tournée vers l'action, l'inclusion et la co-construction de solutions concrètes face aux défis démocratiques actuels. Les huit premières éditions ayant été principalement marquées par des réflexions académiques, le Gorée Institute a fait, en 2026, le choix stratégique de recentrer ses priorités sur les jeunes et les femmes, qui représentent près de 70 % de la population. Une réorientation qui répond à une réalité de plus en plus manifeste, celle selon laquelle les remises en question actuelles de la démocratie émanent en grande partie de cette majorité démographique. Dans un contexte marqué par des transitions politiques complexes, des défis sécuritaires persistants et des vulnérabilités socio-économiques grandissantes, la jeunesse se

présente plus que jamais comme une force démographique non négligeable en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Représentant plus de 65 % de la population, elle demeure pourtant confrontée à d'énormes obstacles qui limitent sa pleine participation aux processus de gouvernance. Les travaux du Symposium ont ainsi fait apparaître un paradoxe persistant. En effet, malgré son potentiel d'innovation, de leadership et d'engagement civique, la jeunesse reste insuffisamment intégrée aux espaces de décision, alors même qu'elle constitue un acteur incontournable pour la stabilité, la cohésion sociale et le développement.

Pour le Gorée Institute, ce changement de paradigme traduit une volonté de passer du diagnostic à l'engagement, et de la réflexion à l'impact. La démarche du Symposium est donc de ne plus se contenter d'analyser les crises démocratiques, mais de créer les conditions d'une transformation portée par les citoyens eux-mêmes, en particulier les jeunes qui sont appelés à devenir des acteurs de premier plan dans la refondation du contrat social.

## Des défis persistants à la participation des jeunes

Au fil des trois jours de travaux, le Symposium a fait ressortir plusieurs constats majeurs, révélateurs des défis persistants mais aussi des opportunités qui se dessinent pour la gouvernance démocratique en Afrique de l'Ouest et au Sahel. **D'abord, des inégalités persistantes entre jeunes, liées aux disparités d'opportunités et aux fractures territoriales, continuent de limiter une inclusion équitable. À cela s'ajoute une marginalisation institutionnelle et politique caractérisée par un décalage entre les**

**politiques publiques et les aspirations réelles des jeunes.** Les participants à cet événement annuel, majoritairement jeunes, ont également souligné une **crise de représentation et de légitimité, nourrie par une participation souvent symbolique des jeunes** dans les instances de décision, traduisant une forme de « gérontocratie » qui freine le renouvellement des élites et accentue la désaffection politique. Par ailleurs, les discussions ont relevé une crise du leadership au sein même des organisations de jeunesse, ainsi qu'une insuffisance de culture démocratique interne. **La fracture numérique et la montée de la désinformation, exacerbées par les coûts d'accès à internet et les inégalités d'infrastructure, constituent également des défis majeurs à l'inclusion citoyenne, notamment dans le contexte de l'intelligence artificielle.** Enfin, **les mécanismes de quotas et de parité ont été jugés insuffisants pour garantir une participation effective et transformative des jeunes** dans les processus de gouvernance et de paix, tandis que le déficit de cadres structurés de dialogue entre jeunes et décideurs demeure préoccupant.

## Des opportunités réelles à capitaliser

Malgré ces défis, le Symposium a également exposé des opportunités significatives susceptibles de renforcer l'inclusion des jeunes. L'existence de cadres normatifs régionaux et internationaux, tels que la **Charte africaine de la jeunesse et les agendas « Jeunesse, Paix et Sécurité »** et « **Femme, Paix et Sécurité** », constitue une base juridique solide encore sous-exploitée. Le poids démographique de la jeunesse, son dynamisme créatif, ainsi que



**l'émergence de nouveaux leaderships, notamment féminins, représentent de grands atouts de transformation.** Le développement du numérique, l'activisme digital, la dématérialisation des services publics et la densification des réseaux d'organisations de jeunes ouvrent également de nouvelles perspectives pour une participation plus inclusive et innovante à la gouvernance.

### **Des recommandations pour une gouvernance plus inclusive en Afrique de l'Ouest et au Sahel**

Les recommandations issues des travaux de la 9e édition du Symposium annuel s'adressent à plusieurs catégories d'acteurs.

**Aux États et collectivités territoriales,** il est recommandé de renforcer les cadres législatifs et institutionnels en facilitant l'accès des jeunes aux fonctions électives, notamment à travers la réduction des barrières financières et l'introduction de quotas obligatoires dans les instances de décision. Les participants ont également insisté sur la nécessité de promouvoir une citoyenneté active à travers l'éducation civique, la vulgarisation des agendas régionaux et la création de cadres de

concertation inclusifs. L'amélioration de l'e-gouvernance, l'accès équitable au numérique et la protection des libertés numériques ont également été identifiés comme des priorités, tout comme le renforcement des politiques d'autonomisation socio-économique des jeunes et des femmes.

**Aux organisations de la société civile, partis politiques et partenaires techniques et financiers,** il est demandé de renforcer les programmes de formation civique et politique, de soutenir l'insertion professionnelle des jeunes, et de promouvoir des réseaux de mentorat intergénérationnels. L'accent doit également être mis sur la valorisation des innovations portées par les jeunes et le soutien à leurs initiatives locales.

**Aux jeunes et organisations de jeunesse,** le Symposium appelle à une restructuration des conseils nationaux de la jeunesse afin d'en faire de véritables organes de proposition et de décision, à une utilisation responsable de l'espace numérique et à une amélioration de la gouvernance interne basée sur la transparence, l'intégrité et la responsabilité.

## African Peace Agora (APA 4)

# Droits des femmes et démocratie en Afrique : investir dans l'égalité pour renforcer la stabilité

**APA**  
GOREE INSTITUTE  
AFRICAN PEACE AGORA

LES SERIES DE WEBINAIRES DU GOREE ISNTITUTE

## Droits des femmes et démocratie en Afrique investir dans l'égalité pour renforcer la stabilité

**Panéliste**  
**Sintondji Yaya Blandine**  
Coordonnatrice du REPSFECO Bénin

**Modératrice**  
**Woré Ndiaye Kandji**  
Spécialiste en Transformation des conflits et Développement

**Panéliste**  
**Ndeye Astou Ndiaye**  
Enseignante-Chercheure  
Faculté des Sciences Juridique et Politiques  
Université Cheikh Anta Diop

Dans le cadre de l'African Peace Agora (APA), le Gorée Institute a organisé, le 30 mars 2026, un webinar consacré aux liens entre droits des femmes, gouvernance démocratique et stabilité en Afrique. Le débat de ce quatrième numéro d'APA s'est articulé autour de la thématique « **Droits des femmes et démocratie en Afrique : investir dans l'égalité pour renforcer la stabilité** ». Les échanges ont révélé une réalité persistante selon laquelle, **malgré des avancées normatives importantes, l'égalité de genre reste encore insuffisamment traduite dans les pratiques politiques et institutionnelles**. La démocratie africaine demeure ainsi confrontée à un paradoxe entre la reconnaissance juridique des droits des femmes et leur faible présence effective dans les espaces de décision. En effet,

si certains pays ont enregistré des progrès en matière de représentation féminine, les disparités restent importantes à l'échelle du continent. La présence des femmes dans les institutions élues demeure globalement limitée, tout comme leur accès aux positions de leadership, notamment dans des contextes où des dispositifs de parité ont été adoptés. Les discussions ont élargi la réflexion aux enjeux de fond, en particulier la qualité de la participation et la capacité réelle des femmes à influencer les décisions publiques.

### Regards croisés d'expertes sur les obstacles et les dynamiques de changement

L'APA 4 a réuni des expertises complémentaires autour des enjeux d'égalité de

genre et de consolidation démocratique. Les échanges ont été enrichis par les interventions de deux panélistes. **La Professeure Ndeye Astou Ndiaye, agrégée de Science politique**, a permis d'éclairer les logiques profondes des systèmes politiques africains et leurs effets sur la participation des femmes. De son côté, **Madame Sintondji Yaya Blandine Nicole, juriste engagée sur les questions de droits des femmes et d'accès à la justice**, a souligné les **obstacles juridiques et institutionnels** qui freinent encore l'effectivité de l'égalité de genre dans plusieurs contextes. **La modération a été assurée par Madame Woré Ndiaye** qui a facilité les échanges entre panélistes et participants et contribué à la fluidité des discussions. Les débats ont également bénéficié de contributions importantes du public virtuel dont les interventions ont enrichi les analyses et élargi les perspectives.

À travers ces échanges, le webinaire a permis de croiser des regards académiques, juridiques et pratiques sur une même réalité, celle d'une participation encore insuffisante des femmes aux espaces de décision, malgré des avancées normatives notables. Les discussions ont également fait ressortir **trois catégories d'obstacles persistants, à savoir des systèmes politiques fortement masculinisés, des inégalités économiques structurelles limitant l'accès aux ressources et des normes sociales qui continuent de restreindre la place des femmes dans l'espace public.**

## **L'égalité de genre comme facteur de stabilité et de transformation sociale**

Outre les enjeux de représentation, le webinaire a rappelé que **l'égalité de genre constitue un facteur déterminant de stabilité politique et sociale. L'inclusion des femmes dans les processus de paix et de gouvernance contribue à renforcer la durabilité des accords, la cohésion sociale et la résilience des institutions.** Les échanges ont également souligné l'importance d'un **investissement précoce dans l'éducation et le leadership des filles. L'éducation reste ainsi un moyen capital d'autonomisation, favorisant la participation civique et l'accès futur aux espaces de décision.** Dans cette perspective, les **dispositifs de formation, de mentorat et d'accompagnement des femmes sont perçus comme indispensables pour favoriser l'émergence de nouvelles générations de leaders.** Par ailleurs, les échanges de vue ont mis en avant **le rôle des dynamiques communautaires dans la transformation sociale.** À cet effet, l'expérience des « **bajenu gox** » au Sénégal illustre **la contribution des femmes dans la médiation sociale, la prévention des tensions et le renforcement de la cohésion communautaire.**

Le webinaire de l'African Peace Agora confirme que la consolidation démocratique en Afrique ne peut être dissociée de l'inclusion effective des femmes. Il convient de noter qu'en dehors des réformes juridiques, le véritable enjeu demeure **la transformation des structures politiques, économiques et sociales afin de garantir une participation réelle, influente et durable des femmes dans les espaces de décision. L'égalité de genre s'impose ainsi comme un pilier incontournable de la stabilité et de l'avenir démocratique du continent africain.**

## Signature d'un protocole d'accord entre le Gorée Institute et le BMZ : un partenariat stratégique renforcé. 31 mars 2026



Le 31 mars 2026, le Gorée Institute et le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) ont officialisé la signature d'un Protocole d'Accord (Memorandum of Understanding - MOU), marquant une étape importante dans le renforcement de leur coopération stratégique. Cet accord signé par Son Excellence Dr Bärbel Kofler et le Directeur exécutif de Gorin, Doudou Dia, vise à promouvoir des initiatives conjointes en faveur de la démocratie, de la gouvernance inclusive, de la consolidation de la paix et du développement durable en Afrique de

l'Ouest et au Sahel. À travers ce partenariat, les deux institutions entendent mutualiser leurs expertises, renforcer les capacités des acteurs locaux et soutenir des programmes innovants axés sur la participation citoyenne, le leadership des jeunes et des femmes, ainsi que le dialogue multi-acteurs. À travers des approches intégrées, cette signature sonne comme une volonté commune de **contribuer à des sociétés plus résilientes, plus inclusives et plus pacifiques**. Ce partenariat stratégique ouvre ainsi de nouvelles perspectives de coopération et vient consolider l'engagement du **Gorée Institute et du BMZ** en faveur d'un développement équitable et d'une paix durable



## Konrad Adenauer Stiftung et Gorée Institute : échanges sur les perspectives de collaboration autour des priorités communes



Le 19 février 2026, le Gorée Institute a reçu une délégation de la Konrad Adenauer Stiftung, conduite par son représentant résident Jonathan Nowak. Cette rencontre a donné lieu à des échanges approfondis sur les actions respectives des deux institutions ainsi que sur les perspectives de collaboration autour

de priorités partagées. Les discussions ont également porté sur les défis majeurs auxquels fait face l'Afrique de l'Ouest, en particulier dans la région du Sahel, secouée par des fragilités institutionnelles, des enjeux sécuritaires énormes et la nécessité de renforcer les dynamiques démocratiques et citoyennes.

## Institute for Security Studies et Gorée Institute : rencontre avec les jeunes boursiers de ISS



Le 20 février 2026, le Gorée Institute a accueilli une délégation de l'Institute for Security Studies (ISS), accompagnée de jeunes boursiers de son programme de renforcement de capacités. Une visite qui a donné lieu à des échanges nourris autour des initiatives du Gorée Institute en faveur de la jeunesse, notamment les programmes destinés à soutenir, accompagner et valoriser la recherche menée par de jeunes chercheurs en Afrique de l'Ouest. Dans cette

rencontre de partage d'expériences, les jeunes boursiers de l'ISS, de diverses nationalités africaines, ont surtout marqué les échanges par leur engagement et la qualité de leurs interventions. À l'issue des discussions, ils ont exprimé une réelle appétence pour les programmes du Gorée Institute, ainsi que leur volonté de s'inscrire dans cette dynamique d'apprentissage et d'engagement.

## Visite de la GIZ : échanges sur la lutte contre la désinformation et la fiabilité de l'information



Le 5 décembre 2026, le Gorée Institute a reçu une visite de courtoisie d'une délégation de la GIZ, porteuse du projet « Renforcer la fiabilité de l'information ». Cette rencontre a permis d'échanger sur les enjeux liés à la désinformation et ses impacts sur les processus démocratiques en Afrique. Le Gorée Institute a partagé ses initiatives

dans ce domaine, notamment le projet « Médias et élections », fondé sur le monitoring des réseaux sociaux et de la presse. À rappeler que la lutte contre la désinformation qui constitue une priorité stratégique pour l'Institut, est intégrée de manière transversale dans l'ensemble de ses programmes.





## **Gorée Institute**

### **CENTRE POUR LA DÉMOCRATIE, LE DÉVELOPPEMENT ET LA CULTURE EN AFRIQUE**

#### **VISION**

Le Gorée Institute œuvre à l'avènement d'une Afrique paisible, juste et prospère, plus présente sur la scène internationale, dotée de sociétés engagées, d'institutions fortes et de citoyens ouverts et autosuffisants, avec des États démocratiques et efficaces, des entreprises prospères et transparentes ainsi qu'une société civile indépendante et engagée.

#### **MISSION**

Notre mission est de promouvoir l'émergence de sociétés justes, paisibles et autosuffisantes en Afrique. Nous la réalisons en nous efforçant d'élargir la gamme des paradigmes, des outils, du savoir-faire et des connaissances pouvant promouvoir l'émergence de sociétés paisibles et autosuffisantes. Dans ce but, nous renforçons également les capacités des institutions et des individus qui constituent ces sociétés et qui œuvrent pour leur établissement. Ce faisant, nous optimisons l'utilisation des ressources humaines, créatrices et financières du continent, tout en exploitant et en adaptant les meilleures pratiques venant d'ailleurs.

#### **VALEURS**

Le dévouement de l'ensemble du personnel à l'Institut et à sa mission constitue notre principal atout. L'innovation, la créativité, la pensée critique ainsi que la participation aux réseaux d'action sont, par excellence, nos valeurs, compétences et activités essentielles.

#### **Gorée Institute**

Residence Bibi, Rue des Gourmets  
BP: 05 Ile de Gorée, Dakar, Sénégal  
Telephone: +221 33 849 48 49  
Email: [info@goreeinstitut.org](mailto:info@goreeinstitut.org)  
Site web: <https://goreeinstitut.org>

